

**PRÉPARONS LA RÉSISTANCE AUX ATTAQUES DE SARKOZY :
CONSTRUISONS UN REGROUPEMENT POLITIQUE
ANTI-CAPITALISTE COHÉRENT ET CONSÉQUENT !**

Après l'élection annoncée de Sarkozy, les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe, les jeunes des banlieues populaires, les immigrés, comme les militants du mouvement ouvrier, savent que l'heure est à la préparation de la résistance. Mais cette préparation suppose d'abord la clarification politique. Or *la victoire de Sarkozy s'explique avant tout par l'orientation du PS et de tous ceux qui ont refusé de la combattre autant que celle de l'UMP*. Car, en défendant un programme à peu près semblable à celui de l'UMP, puis en tendant la main à Bayrou, *le PS a renforcé les idées de la droite et l'a donc objectivement aidée à gagner*. Ses réserves formelles

sur certains points n'ont fait que rendre Royal moins crédible pour réaliser ce programme commun, entièrement dicté par les exigences du patronat. Dès lors, la logique même de l'élection bonapartiste et démagogique du président de la Ve République au suffrage universel a fait le reste : après avoir assuré la victoire des principaux candidats de la bourgeoisie au premier tour, elle a permis que l'expérience de Sarkozy comme premier flic de France, son charisme et son volontarisme fassent la différence aux yeux d'une majorité de bourgeois grands et petits, de vieillards et d'une fraction désorientée des salariés eux-mêmes.

**POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME ANTI-OUVRIERS, ANTI-JEUNES ET ANTI-IMMIGRÉS
PARTAGÉ PAR L'UMP ET LE PS, SARKOZY ÉTAIT LE CANDIDAT LE PLUS CRÉDIBLE**

La similitude entre les programmes des deux principaux candidats a été entièrement confirmée par leur « débat » télévisé du mercredi 2 mai, justifiant pleinement l'appel marxiste du Groupe CRI au boycottage électoral du second tour. Sur les principaux sujets, la différence était imperceptible. Sarkozy avait cependant l'avantage d'être plus précis, alors que Royal n'osait pas toujours assumer jusqu'au bout les idées qu'elle partageait avec lui :

• *Sur la « délinquance », au lieu de proposer des mesures économiques, sociales et éducatives, Royal a essayé de prendre Sarkozy... sur sa droite* : elle lui a reproché de n'avoir pas mis en place les « centres fermés » et l'« encadrement militaire pour les mineurs », et elle s'est engagée à le faire.

• *Sur les droits des étrangers, elle s'est opposée à toute régularisation massive* et a préconisé le « cas par cas », reconnaissant expressément son accord avec Sarkozy sur ce point. Tout ce qu'elle lui a reproché, c'est d'avoir récemment fait arrêter un grand-père sans-papier devant une école ; mais au lieu de condamner l'arrestation elle-même, elle n'a rien eu à répondre à Sarkozy quand celui-ci a demandé si elle préférerait attendre que le grand-père soit dans l'autre rue pour l'arrêter !

• *Sur les droits des enfants handicapés*, Royal a certes dénoncé, la larme à l'œil, la suppression d'assistants (en fait précaires et peu qualifiés) dans les établissements scolaires ; *mais elle s'est bien gardée de dire qu'elle-même avait largement liquidé, quand elle était ministre de Chirac-Jospin, les structures d'accueil réellement spécialisées*, encadrées par des personnels très qualifiés ; et, concernant l'intégration des enfants handicapés des familles qui le souhaitent dans les écoles non spécialisées, Royal ne s'est absolument pas engagée à réaliser partout les aménagements nécessaires, l'acquisition du matériel adéquat et l'embauche des fonctionnaires qualifiés seuls capables d'assurer le suivi individualisé de tous les élèves handicapés.

• *Royal a certes protesté contre le « bouclier fiscal », mais elle a surtout reproché à l'UMP de n'avoir pas fait assez de cadeaux fiscaux aux « pôles de compétitivité » (c'est-à-dire aux patrons)* et elle s'est engagée à diviser

par deux l'impôt sur les sociétés comptant jusqu'à 500 salariés, à condition qu'elles réinvestissent leurs bénéfices.

• *Sur les retraites, Royal n'a pas mis en cause sur le fond la loi Fillon contre laquelle des millions de salariés avaient combattu en mai-juin 2003*. Elle n'en a critiqué que la suppression des bonus pour les mères : son silence sur le reste a montré son accord global. Elle n'a pas non plus protesté quand Sarkozy a annoncé qu'il s'en prendrait aux dispositifs de pré-retraite. Quant aux régimes spéciaux, elle s'est engagée à les « réformer » — c'est-à-dire à briser les acquis des salariés concernés — et Sarkozy en a pris acte avec satisfaction.

• *Sur la Fonction publique*, Royal a reproché à Sarkozy de vouloir diminuer le nombre de fonctionnaire, mais elle-même ne s'est pas engagée à l'augmenter, et *elle a promis en revanche d'accélérer la décentralisation, dont chacun sait qu'elle est le prélude à la privatisation des services publics et par là même à la baisse du nombre de fonctionnaires*. Et, alors que Sarkozy a dit qu'il augmenterait les salaires des fonctionnaires, Royal ne s'est pas prononcée sur ce point.

• *Sur les syndicats, Royal et Sarkozy sont tombés d'accord pour prétendre qu'il fallait les financer par les fonds publics afin d'acheter la paix sociale au service de la « croissance » — c'est-à-dire de l'économie capitaliste*. La candidate du PS a ainsi de nouveau vanté « les pays du Nord de l'Europe qui (...) ont mis en place un dialogue social de qualité, qui permet aux syndicats de faire des compromis sociaux, d'anticiper, d'être informés en amont des stratégies de l'entreprise pour y contribuer, pour y participer, pour faire des efforts de formation professionnelle là où se trouvent des trésors de valeur ajoutée. » Bref, Royal veut des syndicats qui défendent les intérêts de « l'entreprise », c'est-à-dire ceux du patron, pour faire avaler les reculs sociaux aux travailleurs, au lieu de les aider à les combattre. Et elle s'est bien gardée de dénoncer le projet sarkozyste de limiter le droit de grève par le « service minimum ».

Face à une telle proximité entre les deux programmes, toutes les organisations qui ont (en fait dès la campagne

de premier tour) appelé à voter pour Royal sous prétexte de battre Sarkozy, ont lamentablement capitulé. Ces organisations (non seulement le PCF et, à mots couverts, les directions syndicales, mais aussi la LCR, LO, PRCF, etc.) ont désarmé les travailleurs au lieu de les aider à progresser dans leur conscience de classe et à préparer l'affrontement avec le prochain gouvernement. Pourtant, après la large victoire des principaux candidats de la

bourgeoisie (Sarkozy, Royal et Bayrou) au premier tour, il était clair que le nouveau gouvernement, « légitimé » par les élections anti-démocratiques de la Ve République, serait apte à mener une politique entièrement au service des patrons. Les organisations ouvrières devaient donc dénoncer le programme commun de ces candidats et préparer au mieux la résistance.

LES DIRECTIONS DU MOUVEMENT OUVRIER VONT-ELLES MAINTENANT SOUTENIR SARKOZY ?

Sarkozy, doté des énormes pouvoirs personnels que lui confère la Constitution, a maintenant le mandat clair d'infliger une défaite majeure au prolétariat, aux jeunes des banlieues et aux immigrés. À l'occasion du 1^{er} mai, il a prévenu que « le calendrier de la démocratie politique ne peut pas être bafoué par le calendrier syndical » et que « ce ne sont pas les manifestants qui font le programme électoral des candidats ». En particulier, il a annoncé qu'il « appliquerait scrupuleusement » ses projets sur le service minimum dans les transports ou les régimes spéciaux de retraites (*Le Monde*, 1^{er} mai).

Pour cela, il a reçu l'appui du PS dès le 6 mai à 20h 02. Sitôt les résultats du second tour connus, Royal n'a pas hésité à commencer son discours en disant : « Je souhaite au prochain président d'accomplir sa mission au service de tous les Français. » De son côté, Strauss-Kahn, rival de Royal à la tête du PS, a même souhaité « bonne chance » à Sarkozy ! Bref, la direction du PS, se couchant une fois de plus devant les institutions de la Ve République, a immédiatement mis fin au prétendu combat qu'elle faisait semblant de mener contre l'UMP : autant dire que les travailleurs ne pourront pas plus compter sur elle après les présidentielles qu'avant !

Mais la position des directions syndicales n'est guère différente. Au lieu de dénoncer l'élection démagogique du président de la Ve République, de constater la défaite électorale du prolétariat et d'annoncer leur détermination à combattre par la lutte de classe la politique de Sarkozy, **les directions syndicales se prosternent devant sa prétendue « légitimité démocratique »** (quand les grands patrons dominant l'État, possèdent tous les grands médias !) **et demandent au nouveau président de se concerter avec elles avant de mettre en œuvre ses contre-réformes !** — Interrogé dans le quotidien patronal *Les Échos*, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, affirmait dès le 27 avril : « Le principe du troisième tour social, c'est de contester dans la rue le résultat des urnes. C'est une démarche antidémocratique. (...) Nous allons avoir un président ou une présidente qui aura reçu la légitimité du suffrage universel. C'est la démocratie qui aura gagné et nous respecterons la démocratie. » Puis il demandait au futur président d'appliquer la « loi sur le dialogue social », votée par l'UMP en février, pour éviter « un épisode comme le CPE »... Dès le lendemain du second tour, il précisait ses offres de service à Sarkozy en demandant une rencontre « très rapidement sur la méthode » pour définir « une façon de travailler » dans le but d'« éviter (...) les passages en force, donc les réactions de désaccord » et de « construire des éléments en commun avec le futur gouvernement ». (Reuters, 7 mai). — Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, ne se montre pas moins

collaborateur dans *Les Échos* du 9 mai : prévenant certes que, « si le prochain gouvernement veut passer en force cet été sur des sujets comme le service minimum, il y aura un effet boomerang », il ajoute aussitôt : « Attention, nous ne menaçons pas d'un troisième tour social. À FO, nous sommes républicains et démocrates. » Mailly est donc lui aussi plus soucieux de montrer son respect de la « démocratie » des riches que de défendre les intérêts des travailleurs, des étrangers et des jeunes. Et il demande lui aussi à « négocier » dans le cadre de « la loi de modernisation du dialogue social » votée par l'UMP ! Or, se contenter de réunions dans les salons au lieu de préparer le « troisième tour social », c'est laisser Sarkozy appliquer tranquillement son programme destructeur. — Mais la direction de la CGT est sur la même longueur d'onde : elle aussi « se félicite » de « l'importance de la participation à l'élection présidentielle » et affirme qu'elle « respecte le résultat du suffrage universel ». Puis, au lieu d'annoncer une intention ferme de résister par la lutte de classe à Sarkozy, elle demande à son tour « que les grandes décisions économiques et sociales soient soumises à concertation et négociation » et qu'une prétendue « démocratie sociale » soit « reconnue ». — Quant à la FSU, elle annonce certes qu'elle « s'opposera à toutes les régressions en matière de libertés, d'éducation, de services publics, de protection sociale et de droits sociaux » et qu'« elle combattra également toute tentative de passer en force (université, retraites, ANPE, code du travail...) », mais elle accepte elle aussi d'aller « négocier » à froid, au nom d'un prétendu « débat public », dans le cadre des « discussions et concertations annoncées ».

En un mot, les militants syndicaux et les travailleurs ne peuvent pas plus aujourd'hui qu'hier compter sur les directions syndicales. Au contraire, ils vont devoir combattre dans les entreprises, dans la rue et à l'intérieur même des syndicats pour promouvoir une ligne de lutte de classe, pour expliquer aux travailleurs qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces et pour imposer aux directions syndicales le boycottage des « concertations » avec le nouveau gouvernement : **il n'y a rien à négocier dans le projet de Sarkozy !**

De ce point de vue, le **Forum du Syndicalisme de classe et de masse** qui aura lieu le samedi 26 mai à Paris, appelé conjointement par des collectifs syndicaux (CILCA, Continuer la CGT, CUFSC, Où va la CGT), le CGT-E Dalkia et la FSE Paris-I/Paris-IV, fournira un cadre de débat très important pour préparer la résistance contre la collaboration de classe. *Il est crucial que le maximum de syndicats, militants syndicaux et délégués de travailleurs en lutte y participent.*

LES PARTIS OUVRIERS VONT-ILS PERSISTER DANS LEURS STRATÉGIES SUICIDAIRES ?

Les organisations politiques du mouvement ouvrier annoncent certes leur volonté de résister à la politique de Sarkozy. Mais **aucune ne propose une orientation à la fois réellement anti-capitaliste et unitaire**. Pourtant, c'est la seule ligne qui puisse aider les travailleurs et les jeunes à préparer au mieux cette résistance. **Pire : au lieu de tirer les leçons de leur échec collectif au premier tour de la présidentielle, chacune persiste dans sa ligne suicidaire :**

- Le PCF n'a rien d'autre à proposer qu'une nouvelle alliance avec le PS pour « faire barrage » à la politique de l'UMP, notamment au Parlement, car **le PCF veut avant tout sauver ses élus pour sauver son appareil**.

- Les collectifs qui ont soutenu José Bové se lancent eux aussi dans les législatives sur la base de leur programme « anti-libéral », et tout en continuant de vitupérer « les partis » du mouvement ouvrier.

- Le Parti des travailleurs (PT), après avoir mené une campagne présidentielle petite-bourgeoise, « républicaine » et chauvine, a certes eu raison de ne pas appeler à voter pour Royal, mais il n'est pas pour autant revenu sur le terrain de l'indépendance de classe. Au contraire, sa proposition de construire un nouveau « parti ouvrier » rassemblant en fait, sur la base de cette campagne, les militants du PT actuel et... quelques dizaines de maires qui ont soutenu Schivardi, est une impasse politique. Car il ne s'agit pas, pour la direction du PT, d'ouvrir la discussion entre organisations du mouvement ouvrier pour fonder un nouveau parti prolétarien anti-capitaliste, mais de cristalliser la ligne de la campagne Schivardi comme seule et unique orientation du « nouveau » parti de Lambert-Gluckstein, aux dépens des aspects de lutte de classe qui pouvaient encore rester dans le PT. **C'est donc en fait avant tout une orientation de liquidation du PT lui-même en tant que parti ouvrier.**

- LO, après avoir mené une campagne hyper-électorale, martelant à tout bout de champ qu'elle proposait un programme qui n'avait surtout rien de révolutionnaire, et après avoir fait voter pour Royal, a soudain redécouvert, au lendemain du second tour, que « le bulletin de vote n'est qu'un chiffon de papier et que

*seules les luttes payent » ! Mais on ne fait pas une meilleure politique en troquant soudain une ligne électorale contre des généralités : **que propose LO concrètement pour préparer la résistance à la politique de Sarkozy ? Absolument rien, comme d'habitude.***

- La LCR, enfin, a une responsabilité particulière car elle est la seule organisation qui, lors du premier tour de la présidentielle, ne se soit pas effondrée à la gauche du PS, progressant même en voix. Certes, elle a eu le tort de mener elle aussi une campagne réformiste et d'appeler à voter Royal au second tour. Cependant, elle fait aujourd'hui une proposition intéressante, en appelant à « *la construction d'une force anticapitaliste puissante, implantée dans les entreprises, les services publics et les quartiers populaires* ». Cette perspective serait très intéressante si elle permettait d'ouvrir dès à présent un véritable débat entre organisations du mouvement ouvrier, et notamment avec celles qui se réclament de la révolution prolétarienne. Mais elle reste à ce stade très ambiguë : d'une part, la LCR affirme à juste titre qu'il s'agit de « *rassembler les forces anticapitalistes en indépendance complète vis-à-vis de la direction du PS* » ; mais, d'autre part, elle donne pour objectif à ce rassemblement de « *battre la droite et le MEDEF dans la rue comme dans les urnes* ». À un mois des législatives, cela revient à aider encore une fois le PS à manipuler la légitime crainte des travailleurs face à Sarkozy pour les rabattre sur le prétendu « vote utile » et lui permettre de conserver quelques strapontins de plus au Parlement. Or quelques députés PS de plus ou de moins n'empêcheront en rien l'application du programme de Sarkozy ! C'est seulement par la lutte de classe directe qu'il est possible de le stopper ! Mais ce n'est pas tout : au lieu de proposer, comme première étape, des candidatures anti-capitalistes communes dès les législatives, la LCR annonce qu'elle va présenter ses propres candidats dans le maximum de circonscriptions, comme le font de leur côté LO, le PT et les collectifs anti-libéraux soutenant Bové (sans reparler du PCF) ! **Comment peut-on dire d'un côté qu'on est pour rassembler les anti-capitalistes, et faire valoir d'un autre côté ses propres intérêts d'organisation, au lieu de montrer l'exemple et de mettre en accord ses actes et ses paroles ?**

UN VRAI REGROUPEMENT ANTI-CAPITALISTE EST LA CONDITION DU FRONT UNIQUE OUVRIER

Pour sa part, le Groupe CRI **participera à toutes les discussions et à toutes les initiatives qui permettront d'avancer dans la voie du regroupement politique des anti-capitalistes**. Mais, comme il l'a fait pendant sept mois avant la présidentielle, il appelle de nouveau les organisations qui se réclament de l'anti-capitalisme, à commencer par LO et la LCR, à **se rassembler immédiatement pour présenter des candidatures communes aux législatives**. Ce serait le meilleur point d'appui actuel pour impulser le regroupement anti-capitaliste.

Pour le Groupe CRI, le programme de ce regroupement reprendrait les revendications des travailleurs et devrait dire ouvertement : les travailleurs ne pourront en finir avec les licenciements, les salaires de misère, le chômage, les expulsions de sans-papiers, le manque de logements, etc., qu'en se battant dans le but de prendre

eux-mêmes le pouvoir. **Il faut opposer au projet des patrons le programme des travailleurs**. Il faut combattre la collaboration des dirigeants des principaux syndicats avec le patronat et son État. Seule cette orientation peut servir de moteur au rassemblement des travailleurs et des jeunes qui veulent résister à la politique de Sarkozy dans la perspective de la **mettre réellement en échec**, car cela pose la question de **préparer politiquement les conditions d'une grève générale**. Seul un regroupement anti-capitaliste cohérent et conséquent permettra d'impulser et d'imposer dans les prochaines luttes un *front unique des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier et des collectifs de résistance sociale dans les entreprises, les établissements et les quartiers*.

Pour parvenir à imposer ce front unique, il faut commencer immédiatement à en populariser l'objectif. Il

faut donc soutenir et participer à toutes les initiatives allant dans ce sens, comme l'appel à l'action unie des travailleurs, des jeunes et de leurs organisations lancé le 7 mai par l'AG des étudiants, lycéens et jeunes travailleurs de Lyon, ou l'appel de l'AG des étudiants de Paris-I à résister immédiatement aux projets que Sarkozy voudrait faire passer pendant les grandes vacances, notamment contre l'Université.

Construisons sans attendre la force politique anti-capitaliste qui seule pourra impulser le front unique de résistance interprofessionnelle au niveau national et lui donner le contenu le plus avancé et le plus efficace possible !

Déclaration du 10 mai 2007

Contactez le Groupe CRI !

Consultez régulièrement notre site : <http://groupecri.free.fr>

Participez à nos réunions publiques !

Tél. : 06 64 91 49 63

Courriel : groupecri@free.fr